

[Texte]

ation and those just in the stages of formation to realize their effectiveness in preventing overproduction and in maintaining realistic prices for to-day's farm products.

The broiler chicken industry as we know it to-day in British Columbia and Canada is a relatively young industry, particularly when compared to the many other agricultural commodities, and because of this it has, out of necessity, experienced a very rapid and a great many changes.

Much has happened since the inception of the B.C. Broiler Marketing Board in 1961. Now, eight years later, with the exception of Quebec, all broiler chicken producing provinces have marketing boards.

Now I would just like to repeat that. All broiler producing provinces in Canada, with the exception of Quebec, have provincial marketing boards. Orderly marketing has become a part of our daily existence. The developments in the last eight years are proof of this. At last the primary producer, in this case the Canadian broiler chicken grower, has a voice, a united voice, in the marketing of his product.

Two major problems face the broiler industry today. One is the importation of live poultry from the U.S.A. and which the Turkey Board as just mentioned. Live poultry includes turkey, broiler chicken, fowl, ducks and geese. The other is the lack of enabling legislation to establish a federal broiler marketing agency.

Live broiler chicken imports into Canada from the U.S.A. during 1968 at 712,000 head and 3,516 million pounds showed approximately a 400 per cent increase over the 273,000 head and 1,401,000 pounds imported in 1967. The B.C. Broiler Marketing Board is requesting the federal government to investigate the relationship between the live poultry tariff rate and the eviscerated poultry rate. The broiler industry would like to see equalization between the two cents a pound live poultry tariff and the five cent or 12½ per cent a pound eviscerated poultry tariff whichever is greater. To obtain this equalization, the federal government must increase the present

[Interprétation]

lisation prouvent être la voix du cultivateur, la seule qu'il ait à l'heure actuelle.

Il suffit de voir l'augmentation du nombre d'offices de commercialisation déjà sur place et ceux qui sont en train d'être formés à l'heure actuelle pour constater leur efficacité à empêcher la surproduction et à maintenir des prix réalistes pour les produits agricoles de nos jours.

L'industrie du poulet telle que nous la connaissons aujourd'hui, en Colombie-Britannique et au Canada, est une industrie relativement jeune surtout si on la compare à plusieurs autres denrées agricoles, et c'est la raison pour laquelle, elle a subi, rapidement et par nécessité, plusieurs importants changements.

Beaucoup de choses se sont produites depuis que l'Office de commercialisation des broilers a été établi en 1961. A présent huit ans plus tard, sauf le Québec, toutes les provinces productrices de poulets ont des offices de commercialisation. J'aimerais répéter ce que je viens de dire. A l'exception du Québec, toutes les provinces productrices de poulets ont maintenant des offices de commercialisation provinciaux. La commercialisation ordonnée est devenue partie intégrante de notre vie quotidienne. Depuis huit ans, les progrès qui se sont faits le prouvent amplement.

Enfin le producteur primaire, dans ce cas, l'éleveur de poulets canadiens a maintenant une voie pour la mise en marché de son produit. Il y a toutefois deux problèmes majeurs auxquels fait face aujourd'hui, l'industrie du poulet à rôtir. L'un, c'est l'importation de la volaille des États-Unis, et que l'Office de commercialisation des dindes vient de mentionner. La volaille vivante comprend les dindes, les poulets à rôtir, le gibier, les canards et les oies. L'autre problème, c'est un manque de mesures législatives pour établir une agence fédérale pour la commercialisation des poulets à rôtir.

Les importations au Canada de poulets à rôtir provenant des États-Unis, en 1968, s'établissaient à 712,000 têtes et à 3,516,000 livres, soit une augmentation de 400 p. 100 sur les 273,000 unités, et les 1,401,000 livres importées en 1967. L'Office de commercialisation des poulets à rôtir de la Colombie-Britannique demande au gouvernement fédéral de faire enquête sur le rapport qui existe entre le tarif pour la volaille vive et le tarif pour la volaille vidée. L'industrie du poulet à rôtir aimerait voir l'égalisation entre les deux cents la livre du tarif de la volaille vive et les cinq cents ou 12½ p. 100 la livre de volaille vidée. Pour obtenir cette égalisation le gouverne-